

# STRATÉGIE HEBDOMADAIRE

## Perspectives



Gestion privée

SEMAINE TERMINÉE LE 1<sup>er</sup> MAI 2026

Carol Schleif, CFA, SASB-FSA,  
Stratège en chef du marché

## Dompter les risques

« L'essence même de la gestion des placements réside dans la gestion des risques, et non dans la gestion des rendements. »

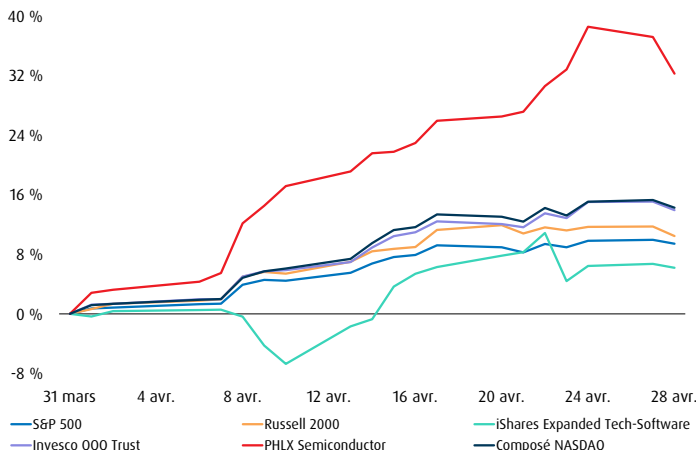
– Benjamin Graham

**Le fil conducteur :** Les actions frôlent des sommets records malgré les manchettes préoccupantes, une dissonance qui, naturellement, rend les investisseurs nerveux. Les données fondamentales de l'économie demeurent globalement positives (pour le moment), mais la durabilité de la progression continue de faire l'objet d'un scepticisme assez marqué. Nous examinons sous différents angles quelques-unes des craintes les plus importantes et expliquons comment il est possible de les atténuer.

## Une remontée du marché qui surpasse toutes les autres

Au lieu des giboulées, le mois d'avril a été marqué par de solides rendements du marché et les actions devaient terminer le mois près de sommets records. Les actifs de croissance et l'appétit pour le risque ont bénéficié d'un vent arrière d'une rare intensité; même les sociétés de logiciels ont rebondi après avoir été durement touchées tout au début du mois. Les actions du secteur des semi-conducteurs (mesurées par l'indice PHLX SOX) ont connu leur plus forte hausse depuis le boom de l'Internet, à la fin des années 1990, en gagnant plus de 30 %. Le marché a dégagé ces excellents rendements alors même qu'aucune résolution n'est en vue pour le conflit au Moyen-Orient et la fermeture du détroit d'Ormuz. Depuis des semaines, nous disons que **les investisseurs avaient juste besoin d'entrevoir une stabilisation plutôt qu'une solution permanente, afin de passer à autre chose.**

Rendement de certains indices en avril



Source : Bloomberg L.P. (2026), au 28 avril 2026

Une fois de plus, la forte progression des marchés sur fond de volatilité des manchettes soulève une profonde inquiétude. Les clients sont tourmentés par les valorisations, les bulles, tout ce qui touche l'intelligence artificielle, la géopolitique, les prix, l'humeur des marchés, les moyens des consommateurs, les tendances de l'emploi et une foule d'autres facteurs. Des amis m'ont demandé si les marchés ont perdu la tête : « Comment les actions peuvent-elles poursuivre leur ascension et les marchés d'obligations, rester si calmes lorsque les nouvelles *ont l'air* aussi mauvaises? » Et voilà le cœur du problème : **investir judicieusement à long terme nécessite souvent des décisions difficiles à court terme.**

Par exemple, la *rééquilibrage* oblige à renoncer à une certaine hausse (pour une partie de vos actifs) en réduisant les positions gagnantes pour étoffer les placements dans des titres/secteurs/actifs dont le rendement a récemment été plus faible (dans la mesure où les fondamentaux demeurent intacts).

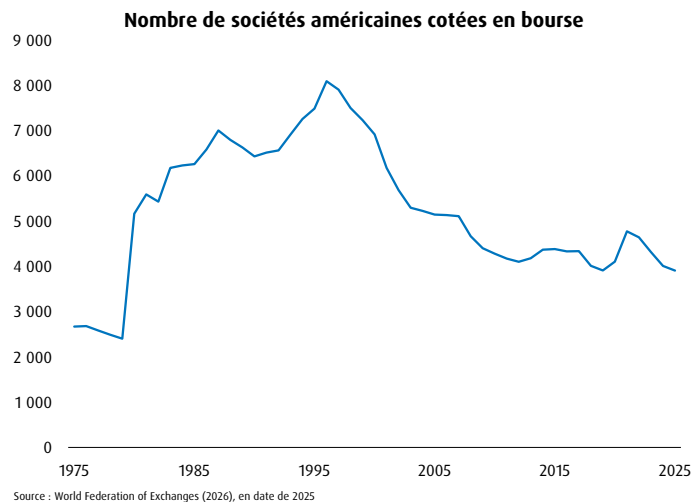
La *diversification* oblige à détenir divers actifs qui réagissent différemment aux différentes forces du marché. Ces approches sont susceptibles de freiner le potentiel de hausse d'un portefeuille lorsque les marchés grimpent en flèche. C'est le coût d'opportunité lié à l'atténuation du risque de baisse.

Pour *garder la tête froide*, rappelez-vous que les médias financiers sont là pour générer des clics (et les mauvaises nouvelles sont toujours meilleures à cet égard), et non pour applaudir vos choix de placement.

## Mais une remontée qui n'a rien à voir avec les précédentes

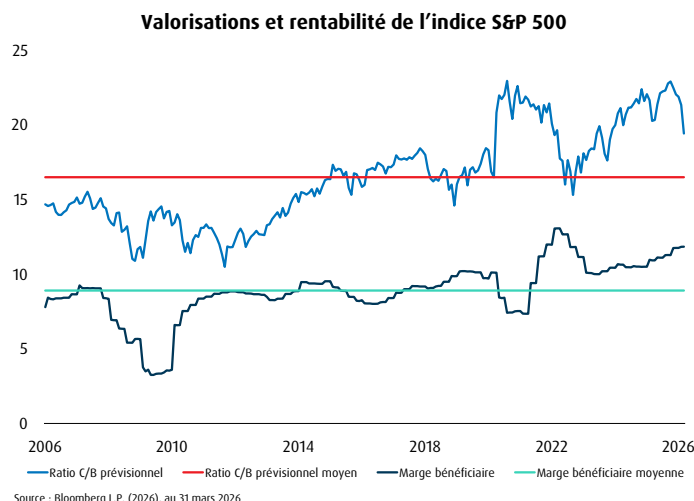
La vigueur du marché en avril a ravivé les craintes d'une bulle, comme la bulle Internet de la fin des années 1990. Même si le cours des actions s'apprécie rapidement et que tout semble se dérouler comme lors de l'épisode précédent, il y a également des différences marquées. De 1995 à 2000, des sociétés qui n'avaient pas fait leurs preuves ont dépensé massivement, en embauchant à tout-va et en concevant des modèles d'affaires complètement inédits. Les premiers appels publics à l'épargne (PAPE) se comptaient par douzaines, voire par centaines. Bon nombre de ces sociétés ne généraient aucun bénéfice et certaines n'avaient même pas de revenu. Pourtant, les investisseurs se

ruaient pour acheter leurs actions, dans l'espoir de décupler leur mise. Les mesures de valorisation traditionnelles ont été délaissées au profit du nombre d'utilisateurs ou de clics afin d'appuyer cet engouement. Aux États-Unis, le nombre de sociétés ouvertes a culminé à un peu moins de 8 000 en 1997; il y en restait un peu plus de la moitié en 2020<sup>i</sup>. Malgré un mini essor des PAPE vers la fin de la pandémie (et une forte augmentation du volume quotidien d'opérations et du nombre d'investisseurs actifs), le nombre d'actions de sociétés ouvertes demeure aujourd'hui nettement inférieur à ce sommet.



Dans l'ensemble, les sociétés qui génèrent la majeure partie de l'effervescence d'aujourd'hui (pensez aux sept magnifiques) sont des sociétés matures, qui affichent une croissance à deux chiffres des revenus et des bénéfices, ainsi que des flux de trésorerie disponibles abondants, provenant d'activités bien établies, qui sont redirigés vers de nouveaux secteurs de croissance et de nouvelles technologies. **Jusqu'à présent, les sociétés ont financé elles-mêmes la majeure partie de l'augmentation de leurs investissements et non en recourant aux investisseurs en actions au moyen de PAPE.** Bien que certaines commencent à émettre des titres de créance de façon sélective, la plupart ont un bilan de forteresse; plusieurs empruntent même à des taux équivalents ou inférieurs à ceux payés par le gouvernement américain<sup>ii</sup>.

Il est important de se rappeler que **le cours des actions n'augmente pas en vase clos – les bénéfices globaux ont augmenté de plus de 10 % au cours des cinq derniers trimestres**<sup>iii</sup>. Les marges bénéficiaires montent également, car les sociétés dans leur ensemble (dans la plupart des secteurs, et pas seulement celui des technologies) sont beaucoup plus soucieuses des coûts.



## Les marchés sont un mécanisme de rétroaction essentiel

Les investisseurs font eux aussi preuve de discernement. Ils ne se contentent pas de récompenser les investissements dans les centres de données, par exemple, mais scrutent aussi les rendements, les carnets de commandes, la capacité d'accéder à l'électricité nécessaire à ces centres, les niveaux d'endettement globaux, etc. **Or, il y a peu de signes d'exubérance excessive** (en fait, la nervosité des investisseurs face à l'envolée des marchés est bon signe). Les négociateurs qui veulent spéculer ont plusieurs façons de le faire – fonds négociés en bourse (FNB) à effet de levier, options, contrats à terme standardisés, options sur contrats à terme et marchés des paris.

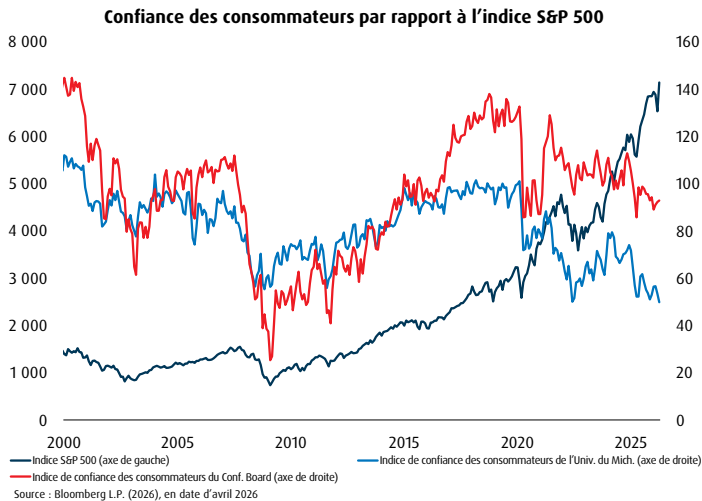
## Dompter les risques

Les marchés ont travaillé fort pour tenir compte de la résilience et de la capacité d'adaptation des entreprises et des économies américaines et canadiennes au cours des dernières années. Bien que nous puissions souligner d'autres caractéristiques positives dans les deux pays, nous comprenons que les investisseurs souhaitent avant tout empêcher que les gains du marché disparaissent de leurs portefeuilles. Voici quelques stratégies qui peuvent vous aider :

- **Déterminez les risques les plus pertinents pour vous** – (et idéalement, inscrivez-les dans un énoncé de politique de placement) quantifiez les revenus nécessaires pour soutenir votre mode de vie; appariez des actifs précis à des passifs futurs précis; ajoutez des stratégies pour tenir compte de l'inflation et maintenir votre pouvoir d'achat, etc.
- **Effectuez des rééquilibrages périodiques** – faites-le selon un calendrier préétabli ou lorsqu'une catégorie d'actif donnée a fluctué au-delà d'un montant prédéterminé.
- **Réexaminez la répartition de l'actif** – cette étape est particulièrement importante à l'heure actuelle, compte tenu de la volatilité observée plus tôt et du fait que de nombreux actifs sont de retour à des sommets records.
- **Comprenez que l'important est le temps passé sur les marchés, NON la synchronisation des marchés** – de nombreux investisseurs présumant qu'ils peuvent déterminer avec exactitude le meilleur moment pour sortir complètement du marché et y revenir. Cependant, de nombreuses études réfutent cette idée, généralement parce que la plupart des fortes fluctuations du marché ne durent pas longtemps.
- **Changez d'attitude** – passez en revue les facteurs économiques et fondamentaux qui appuient *ce qui pourrait bien se passer*. N'oubliez pas que les marchés haussiers ne meurent pas de vieillesse, ils se terminent lorsque les cours ne reflètent plus des données fondamentales. Il peut être instructif de dresser une liste de tout ce qui inquiète le marché année après année et de voir si ces menaces perçues se sont concrétisées (la plupart du temps, ce n'est pas le cas).

## Se réorganiser pour un nouvel avenir

Nous (et de nombreux autres stratèges) soulignons depuis longtemps le décalage entre le pessimisme des consommateurs et la stabilité des dépenses. Même le rebond vigoureux des marchés boursiers n'a guère revigoré la confiance, qui tend à la baisse depuis la pandémie. Cela dure depuis assez longtemps maintenant pour que nous puissions presque supposer que quelque chose (ou une combinaison de plusieurs choses) s'est brisé pendant la pandémie et que, depuis, le pays (et sans doute le monde entier) n'est plus le même.



En théorie, on pourrait avancer que les consommateurs (ainsi que les entreprises, les citoyens et les employés) tentent de retrouver leurs repères alors que nous en sommes aux premières étapes d'un rajustement et d'un rééquilibrage, même si les investisseurs se concentrent sur le potentiel de croissance. **Des changements systémiques sont en cours dans pratiquement tous les aspects de la condition humaine, que ce soit sur les plans géopolitique, économique, technologique, sociétal, gouvernemental et démographique.** Tout changement dans l'un ou l'autre de ces domaines serait troublant; or, de nombreux aspects changent simultanément et cela peut être extrêmement perturbant. **L'ancien ordre s'estompe rapidement et nous sommes tous forcés de réinventer notre avenir, notre approche pour nous y préparer, notre façon d'investir dans cet avenir et le prix que nous sommes prêts à payer pour y participer.**

## Répercussions pour les investisseurs

L'art du placement consiste à maîtriser ses émotions et à se concentrer sur la détermination des facteurs de risque *réels* (et non imaginés) qui sont les plus pertinents pour la situation d'une personne ou d'une famille. Il met l'accent sur l'atténuation du risque plutôt que sur la recherche de rendements, ce qui est logique, puisqu'il n'est pas réaliste de vouloir contrôler les rendements. Cependant, nous *avons* le pouvoir de décider quels types de risques (temps, liquidité, coûts d'opération) nous sommes prêts à accepter.

**Notre conseil : concentrez-vous sur les choses que vous pouvez contrôler.** Vous n'avez aucun contrôle sur les réseaux sociaux, les politiciens, le comportement de vos enfants ou celui de votre conjoint. Vous ne pouvez pas non plus contrôler le rendement du marché. Cependant, beaucoup de choses sont de votre ressort, comme le moment des opérations ou de la réalisation des conséquences fiscales, les contraintes de liquidité que vous êtes prêts à accepter ou non et les types de placements que vous choisissez. **Benjamin Graham, le père des placements de valeur, a souligné cette vérité fondamentale : la gestion des risques, et non la gestion des rendements, est essentielle à la réussite des placements.**

## Sous les projecteurs en Amérique du Nord

Jon Borchardt, *analyste principal*

George Trapkov, *CFA, vice-président et gestionnaire de portefeuille*

### Cette semaine

**Le gouvernement canadien publie sa mise à jour économique du printemps** – Ottawa a dévoilé les perspectives économiques de mi-année, dans lesquelles on prévoit un déficit de 65,3 milliards de dollars canadiens (1,9 % du PIB) pour l'exercice 2026-2027 (essentiellement inchangé par rapport à l'estimation précédente). Un contexte de revenus globalement plus solide a aidé, mais cette amélioration a été entièrement absorbée par les annonces de nouveaux programmes. Parmi les nouvelles initiatives économiques ayant un impact sur le déficit, mentionnons l'élimination temporaire de la taxe d'accise sur l'essence, la suppression de la TPS sur les maisons neuves pour tous les acheteurs et l'expansion du crédit pour la TPS/TVH sous la bannière de l'Allocation canadienne pour l'épicerie et les besoins essentiels. Entre-temps, le ratio dette-PIB augmente pendant le présent exercice de 0,4 point de pourcentage pour s'établir à 41,5 %. Il y a eu peu de nouveaux renseignements sur le Fonds d'investissement souverain pour un Canada fort annoncé récemment. Cette mise à jour confirme un investissement initial de 25 milliards de dollars canadiens d'Ottawa par l'intermédiaire d'un financement gouvernemental (c.-à-d. un emprunt), les placements de particuliers et la vente d'actifs. Les coûts ne figurent pas dans l'état des résultats ni dans le déficit présenté. **Bref, il ne s'agit pas du « fonds souverain » auxquels beaucoup pensent, comme ces fonds qui épargnent une partie de certains revenus/excédents pour les générations futures. Il semble plutôt s'agir d'un autre instrument d'emprunt destiné à financer des projets prioritaires.** La mise à jour économique d'Ottawa s'appuie sur une enquête consensuelle réalisée en mars, au moment où le conflit en Iran s'intensifiait. Les perspectives prévoient une croissance du PIB réel de 1,1 % cette année, suivie d'une croissance de 1,9 % en 2027.

**Pourparlers sur le détroit** – Le détroit d'Ormuz est fermé depuis plus de deux mois. Les investisseurs et les consommateurs se sont principalement intéressés au choc qui s'est produit sur les marchés mondiaux du pétrole et à l'incidence potentielle en aval sur l'inflation décollant de la hausse des prix du carburant. On a tendance à moins parler des produits pétrochimiques, peut-être parce que les produits finaux sont omniprésents dans la vie quotidienne. Les plastiques, les fibres synthétiques, les pellicules et les revêtements font partie des produits utilisés chaque jour sans égard à leur origine. L'éthylène est une base simple à partir de laquelle les chaînes d'hydrocarbures sont conçues pour produire ces produits et de nombreux autres produits pétrochimiques; en termes de volume, c'est le produit pétrochimique le plus utilisé dans le monde. De nombreux producteurs d'Europe et d'Asie dépendent du naphta du Moyen-Orient comme principal intrant utilisé pour produire l'éthylène. Avant le conflit en Iran, les États du Golfe représentaient environ 15 % de la production pétrochimique mondiale et environ 20 % de l'approvisionnement mondial en naphta pour les sociétés pétrochimiques à l'extérieur de la région qui transige par le détroit d'Ormuz. **La semaine dernière, Dow Inc. a indiqué qu'environ la moitié de l'offre mondiale d'éthylène et de polyéthylène était hors service ou limitée en raison de la fermeture du détroit.** Cela a entraîné des déficits de l'offre et une hausse rapide des prix dans l'ensemble de la chaîne de valeur de l'éthylène. Des facteurs inflationnistes similaires pourraient être observés dans tout le secteur de la consommation, qu'il s'agisse du polyéthylène téréphtalate pour les bouteilles de boissons, de pellicules utilisées pour emballer les aliments ou de fibres à base de polyester pour les vêtements. **Les sociétés pétrochimiques américaines se procurent de l'éthylène à partir de gaz naturel et d'éthane, qui sont actuellement abondants et à faible prix, ce qui leur donne un avantage concurrentiel sur la scène mondiale.** Toutefois, les produits pétrochimiques sont des produits mondiaux, et la hausse des prix ailleurs a entraîné une hausse des exportations et des prix intérieurs, ce qui signifie que les consommateurs américains font toujours face à des risques d'inflation similaires. En particulier, les chaînes d'approvisionnement des produits pétrochimiques mettent plus de temps à se redresser et sont plus difficiles à rééquilibrer que les flux de pétrole brut. Cela donne à penser que l'effet inflationniste pourrait perdurer même après la stabilisation des marchés pétroliers.

**Le FOMC des États-Unis ne modifie pas les taux** – À l'approche de la réunion d'avril du Federal Open Market Committee, on s'attendait à ce qu'il n'y ait rien de marquant; la probabilité que la politique demeure inchangée s'établit à 100 % et la table est mise pour que le nouveau président de la Fed, Kevin Warsh, expose sa vision quant à la politique monétaire. Même si ces attentes se sont concrétisées, il y a eu plus de feux d'artifice que prévu pour ponctuer ce qui était probablement la dernière réunion de l'actuel président du FOMC, Jerome Powell. Il n'y aura pas de sortie rapide de M. Powell, qui a l'intention de rester au conseil des gouverneurs de la Fed jusqu'à ce qu'il soit convaincu que l'indépendance de la Fed n'est plus menacée et que les enquêtes du ministère de la Justice sur l'institution ont cessé. Le FOMC a certes choisi de maintenir ses taux directeurs à 3,5 %-3,75 %, mais trois membres votants se sont opposés à la tendance à l'assouplissement du groupe, estimant qu'une position neutre était appropriée, puisque l'inflation est à la hausse et que la guerre au Moyen-Orient fait augmenter l'incertitude. M. Powell est d'avis que les taux directeurs sont à un niveau neutre et qu'ils sont en bonne position pour aller dans un sens ou dans l'autre en réaction à l'évolution de la situation économique. Pendant son discours, le Brent brut daté (marché physique) était supérieur à 120 \$ le baril, tandis que le prix moyen de l'essence aux États-Unis avait atteint 4,20 \$ le gallon. M. Powell a fait remarquer que lorsque le prix de l'essence augmente, le revenu disponible se contracte, ce qui pèse sur le PIB et peut se répercuter sur l'inflation de base mesurée par les dépenses personnelles de consommation. La Fed a de la difficulté à voir au-delà de ces obstacles inflationnistes, alors qu'elle n'a aucune idée de la durée du choc énergétique actuel. Le président sortant a indiqué que le FOMC devrait probablement voir les prix de l'énergie atteindre un sommet avant d'envisager des réductions de taux. Parmi les points positifs soulevés par M. Powell, notons un marché de l'emploi stable, une expansion économique à un solide rythme, une consommation résiliente et des investissements soutenus des entreprises. Pour le moment, il semble que la fermeture du détroit d'Ormuz et les répercussions économiques négatives potentielles sont des obstacles clés qui empêchent la Fed de procéder aux réductions de taux demandées par le président Donald Trump.

**La Banque du Canada maintient ses taux à 2,25 %** – L'énoncé de politique de la BdC s'en tient aux faits, soulignant l'incertitude entourant les perspectives des prix du pétrole et du commerce. Dans l'ensemble, le rendement de l'économie est conforme aux attentes; la croissance rebondit après la contraction du quatrième trimestre et le marché de l'emploi demeure faible. La fourchette neutre s'est maintenue à 2,25 %-3,25 %. La croissance potentielle a été réduite de 0,1 % pour 2026 et 2027 pour s'établir à 1,2 % et à 1,3 %, respectivement, mais le niveau a augmenté en grande partie en raison des révisions historiques du PIB. Les perspectives de taux restent marquées par un grand nombre de facteurs inconnus, le pétrole et le commerce étant les principaux. D'ici à ce que les choses soient plus claires, la BdC restera probablement sur la touche. Cependant, il est évident que les décideurs veulent repousser tout effet inflationniste de deuxième ordre, de sorte que les données de l'IPC seront surveillées de près au cours des prochains mois si les prix de l'énergie ne reculent pas.

**Les ventes au détail au Canada ont grimpé** – Les ventes au détail au Canada ont augmenté de 0,7 % en février, soit quelques dixièmes de moins que l'estimation provisoire. Sept secteurs sur neuf ont enregistré une hausse de leurs dépenses, à commencer par l'automobile (+1,0 %), la marchandise générale (+1,2 %), les vêtements (+1,1 %) et l'épicerie (+0,9 %). Les dépenses ont progressé de 0,5 % hors automobile, tandis que les ventes hors automobile et essence ont grimpé de 0,6 %. Malheureusement, les hausses de prix ont grugé une partie de la hausse globale – les volumes de ventes n'ont augmenté que de 0,3 %. Par ailleurs, les données préliminaires pour mars indiquent une hausse de 0,6 %; l'augmentation des prix de l'énergie, et non du volume, est probablement à l'origine de la hausse. La hausse des ventes au détail depuis deux mois témoigne de la résilience des consommateurs face à d'importants obstacles, notamment l'incertitude économique élevée et le déclin de la population.

**Perceptions divergentes à l'égard de la confiance des consommateurs américains**

En avril, les sondages sur la confiance des consommateurs de l'Université du Michigan et du Conference Board ont divergé, reflétant des différences dans la construction des sondages et la bifurcation économique continue entre les cohortes de revenu. Le sondage de l'Université du Michigan, qui vise principalement les consommateurs à revenu faible et moyen, a révélé une baisse de la confiance à des niveaux observés pour la dernière fois pendant la pandémie, tandis que les attentes inflationnistes sur 12 mois sont passées de 3,8 % à 4,7 % sur un mois. À l'inverse, le sondage du Conference Board, qui met davantage l'accent sur les ménages à revenu plus élevé et les attentes à l'égard du marché du travail, a fait état d'une légère hausse en avril. Cela reflète la résilience économique accrue de ces cohortes de revenus, malgré les préoccupations quant à la hausse des prix de l'essence liée à la guerre au Moyen-Orient. Récemment, l'inflation a dépassé la croissance des salaires, ce qui a une incidence négative sur l'abordabilité, tandis que les prix de l'essence supérieurs à 4 \$ le gallon pèsent sur les consommateurs à faible revenu. Les remboursements d'impôt prévus en lien avec la OBBB ont été inférieurs aux attentes et ont surtout été consacrés à la réduction de l'endettement et à l'épargne, ce qui a limité l'augmentation prévue des dépenses discrétionnaires. L'évolution de l'économie continue de refléter un contexte de consommation en forme de K; les ménages à faible revenu subissent des pressions croissantes, tandis que des signes précurseurs de tensions émergent pour les cohortes à revenu moyen et élevé.

**La semaine prochaine**

La période de publication des résultats atteint son sommet (aux États-Unis) et se poursuit au Canada. Il y aura relativement peu de données économiques cette semaine; vendredi, certaines données ISM et des rapports clés sur l'emploi seront publiés dans les deux pays.

**Lundi 4 mai** – Rien de prévu

**Mardi 5 mai** – Balance commerciale, ventes de maisons neuves (février et mars) et indice ISM des services aux États-Unis | Balance commerciale, indice composé mondial S&P et indice des directeurs d'achats des services au Canada

**Mercredi 6 mai** – Emploi selon le rapport ADP aux États-Unis | Indice des directeurs d'achats Ivey au Canada

**Judi 7 mai** – Demandes initiales de prestations d'assurance-emploi, productivité, crédit à la consommation et dépenses de construction (février et mars) aux États-Unis | Rien de prévu au Canada

**Vendredi 8 mai** – Rapport sur l'emploi, rapport préliminaire sur la confiance des consommateurs et stocks des grossistes aux États-Unis | Taux de chômage au Canada

**Fiche des données au 29 avril 2026**

Rendements totaux du marché boursier						
	Niveau au 29 avril 2026	Cumul hebdo à ce jour	Cumul annuel à ce jour	2025	2024	5 ans*
S&P 500	7 136	-0,4 %	4,6 %	17,9 %	25,0 %	14,4 %
NASDAQ	24 673	-0,7 %	6,3 %	21,2 %	29,6 %	13,4 %
DOW	48 862	-0,7 %	2,2 %	14,9 %	15,0 %	11,6 %
Russell 2500	4 773	-1,5 %	11,0 %	11,9 %	12,0 %	7,3 %
S&P/TSX	33 318	-1,7 %	5,9 %	31,7 %	21,7 %	16,1 %
MSCI EAEO	11 101	-0,7 %	4,7 %	31,2 %	3,8 %	8,9 %
MSCI Marchés émergents	888	0,5 %	15,8 %	33,6 %	7,5 %	4,2 %
Rendements totaux du marché obligataire						
		Cumul hebdo à ce jour	Cumul annuel à ce jour	2025	2024	5 ans*
Bloomberg U.S. Aggregate		-0,6 %	0,0 %	7,3 %	1,3 %	-0,4 %
Bloomberg U.S. Treasury		-0,6 %	-0,2 %	6,3 %	0,6 %	-1,0 %
Bloomberg U.S. Corporate		-0,7 %	-0,2 %	7,8 %	2,1 %	-0,1 %
Bloomberg U.S. High Yield		-0,2 %	1,1 %	8,6 %	8,2 %	4,5 %
Bloomberg 1-10 Year Munis		-0,3 %	0,3 %	5,1 %	0,9 %	1,2 %
Bloomberg Canada Aggregate		-0,8 %	0,0 %	2,4 %	4,0 %	-0,4 %
Bloomberg Canada Treasury		-0,8 %	-0,2 %	1,4 %	2,9 %	-0,8 %
Bloomberg Canada Corporate		-0,7 %	0,2 %	4,4 %	6,9 %	1,5 %
Rendement des obligations d'État						
	29 avril 2026	Fin du dernier mois	Fin du dernier trimestre	2025	2024	Moyenne sur 5 ans
Bon du Trésor américain 10 ans	4,43 %	4,32 %	4,32 %	4,17 %	4,57 %	3,37 %
Obligation Canada 10 ans	3,61 %	3,47 %	3,47 %	3,43 %	3,23 %	2,81 %
Obligation Royaume-Uni 10 ans	5,07 %	4,91 %	4,91 %	4,48 %	4,56 %	3,16 %
Bund allemand 10 ans	3,11 %	3,00 %	3,00 %	2,85 %	2,36 %	1,66 %
Obligation Japon 10 ans	2,46 %	2,35 %	2,35 %	2,06 %	1,09 %	0,65 %
Devises et actifs réels						
	Niveau au 29 avril 2026	Cumul hebdo à ce jour	Cumul annuel à ce jour	2025	2024	5 ans*
Indice USD	98,96	0,4 %	0,6 %	-9,4 %	7,1 %	1,8 %
CAD-USD	0,73 \$	-0,1 %	0,3 %	4,8 %	-7,9 %	-1,5 %
Bitcoin	75 654,64 \$	-2,7 %	-13,7 %	-6,5 %	120,5 %	24,8 %
Or	4 547,95 \$	-3,4 %	5,3 %	64,6 %	27,2 %	17,9 %
Pétrole (WTI)	106,88 \$	13,2 %	86,1 %	-19,9 %	0,1 %	3,4 %

\* Données annualisées sur 5 ans au 31 décembre 2025. Les analyses comparatives ne reflètent pas le rendement réel des placements, mais les résultats de l'indice sous-jacent mentionnés. On ne peut pas investir directement dans un indice. Les définitions des indices se trouvent à la fin de la présente publication.

## Définition des indices

### Indices boursiers

L'**indice S&P 500<sup>MD</sup>** est un indice d'actions de sociétés américaines à grande capitalisation. Il comprend 500 sociétés de premier plan et couvre environ 80 % de la capitalisation boursière disponible.

L'**indice composé NASDAQ** est un indice pondéré en fonction de la capitalisation boursière de plus de 3 000 actions ordinaires cotées à la bourse du Nasdaq.

Le **Dow Jones Industrial Average (« DOW »)** est une moyenne pondérée en fonction du cours de 30 actions importantes négociées à la Bourse de New York et au Nasdaq.

L'**indice Russell 2 000<sup>MD</sup> (« Russell 2 000<sup>MD</sup> »)** est un indice non géré qui mesure le rendement des 2 000 plus petites sociétés américaines de l'indice Russell 3 000<sup>MD</sup>.

L'**indice S&P/TSX** est un indice boursier pondéré en fonction de la capitalisation qui reproduit le rendement des plus grandes sociétés cotées à la principale bourse du Canada, la Bourse de Toronto (« TSX »).

L'**indice MSCI EAE0 (Indice des marchés développés – Europe, Australasie et Extrême-Orient)** est un indice standard non géré de titres étrangers qui représente les principaux marchés boursiers non américains, sous la surveillance de Morgan Stanley Capital International. Il est représentatif des grandes et moyennes sociétés des pays de 21 marchés développés du monde entier, à l'exception des États-Unis et du Canada.

L'**indice MSCI Marchés émergents** est un indice pondéré en fonction de la capitalisation boursière représentatif de la structure de marché des pays émergents d'Europe, d'Amérique latine, d'Afrique, du Moyen-Orient et d'Asie. Avant le 1<sup>er</sup> janvier 2002, les rendements de l'indice MSCI Marchés émergents étaient présentés avant déduction des retenues d'impôt.

### Indices de titres à revenu fixe

L'**indice Bloomberg Barclays U.S. Aggregate Bond** est un indice non géré qui couvre le marché des obligations américaines à taux fixe de catégorie investissement, y compris les titres d'État et de créance, les titres de transfert de créances hypothécaires émis par des organismes publics, les titres adossés à des créances mobilières et les titres de créances hypothécaires commerciales.

L'**indice Bloomberg U.S. Treasury** est un indice non géré qui comprend un large éventail d'obligations du Trésor américain et qui est considéré comme représentatif du rendement global des obligations du Trésor américain.

L'**indice Bloomberg U.S. Corporate Bond** mesure le rendement du marché des obligations de sociétés imposables à taux fixe de qualité investissement. Il comprend des titres libellés en dollars américains émis par des émetteurs américains et non américains des secteurs de l'industrie, des services publics et des services financiers.

L'**indice Bloomberg U.S. Corporate High Yield** est un indice non géré qui couvre le marché des obligations de sociétés à taux fixe imposables, de qualité inférieure et libellées en dollars américains. Un titre est considéré à rendement élevé si la moyenne des notes qui lui sont attribuées par Moody's, Fitch et S&P est inférieure ou égale à Ba1/BB+.

L'**indice Bloomberg 1-10 Year Blend Municipal Bond** est un indice pondéré en fonction de la valeur marchande qui couvre les composantes courte et intermédiaire de l'indice Bloomberg Capital Municipal Bond, un indice non géré, pondéré en fonction de la valeur marchande, qui couvre le marché obligataire américain de catégorie investissement exempt d'impôt.

L'**indice Bloomberg Canada Aggregate Bond** mesure le rendement du marché des obligations imposables à taux fixe de catégorie investissement libellées en dollar canadien. Il comprend des titres du Trésor, des obligations gouvernementales et des obligations de sociétés.

L'**indice Bloomberg Canada Aggregate Bond – Treasury** est la sous-composante « Trésor » de l'indice Bloomberg Canada Aggregate Bond, qui mesure le marché des obligations de catégorie investissement, libellées en dollars canadiens, à taux fixe et imposables.

L'**indice Bloomberg Canada Aggregate Bond – Corporate** est la sous-composante « sociétés » de l'indice Bloomberg Canada Aggregate Bond, qui mesure le marché des obligations de catégorie investissement, libellées en dollars canadiens, à taux fixe et imposables.



Les renseignements contenus dans le présent document sont fondés sur des sources comme les rapports des émetteurs, les services statistiques et les communications d'entreprise. Nous les estimons fiables sans toutefois en garantir l'exactitude ni l'exhaustivité. Les opinions exprimées dans le présent document sont purement ponctuelles et peuvent changer en tout temps. BMO Gestion privée n'est pas responsable des pertes pouvant découler de l'utilisation du présent commentaire. Les informations, opinions, prévisions, projections et autres éléments contenus dans ce document ne doivent pas être considérés comme une offre de vente, une sollicitation ou une offre d'achat de produits ou de services qui y sont mentionnés (y compris, sans s'y limiter, des produits de base, des titres ou d'autres instruments financiers), et ces informations, opinions, prévisions, projections et autres éléments ne doivent pas être considérés comme un conseil en matière de placement ou de fiscalité ou comme une recommandation quant à la conclusion d'une quelconque opération, ni comme une assurance ou une garantie en ce qui concerne les résultats d'une quelconque opération. Vous ne devriez pas agir sur la foi de ces renseignements ni vous y fier sans avoir obtenu les conseils d'un professionnel compétent.

BMO Gestion privée est un nom de marque du groupe d'exploitation qui comprend la Banque de Montréal et certaines de ses sociétés affiliées qui offrent des produits et des services de gestion privée. Les produits et les services ne sont pas tous offerts par toutes les entités juridiques au sein de BMO Gestion privée. Les services bancaires sont offerts par l'entremise de la Banque de Montréal. Les services de gestion de placements, de planification de patrimoine, de planification fiscale et de planification philanthropique sont offerts par BMO Nesbitt Burns Inc. et BMO Gestion privée de placements Inc. Les services de garde de valeurs ainsi que les services successoraux et fiduciaires sont offerts par la Société de fiducie BMO. Les services et les produits d'assurance sont offerts par l'intermédiaire de BMO Services conseils en assurances et planification successorale Inc., une filiale en propriété exclusive de BMO Nesbitt Burns Inc. Les entités juridiques de BMO Gestion privée n'offrent pas de conseils fiscaux. Si vous êtes déjà un client de BMO Nesbitt Burns Inc., veuillez communiquer avec votre conseiller en placement pour obtenir plus de précisions. BMO Nesbitt Burns Inc. est membre du Fonds canadien de protection des épargnants et de l'Organisme canadien de réglementation des investissements. La Société de fiducie BMO et BMO Banque de Montréal sont membres de la Société d'assurance-dépôts du Canada.

« BMO (le médaillon contenant le M souligné) » est une marque de commerce déposée de la Banque de Montréal, utilisée sous licence.

L'investissement dans les métaux précieux comporte une plus grande fluctuation et un plus grand potentiel de pertes.

<sup>i</sup> The Fed - The post-COVID stock listing boom (en anglais seulement)

<sup>ii</sup> Why Microsoft Has Lower Borrowing Costs Than the U.S. - WSJ (en anglais seulement)

<sup>iii</sup> S&P 500 Earnings Season Update: April 17, 2026 (en anglais seulement)